

Brésil : les mouvements populaires et la gauche face au second gouvernement Lula

jeudi 26 juillet 2007, par [MACHADO João](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2007).

Sommaire

- [La force de Lula au début du](#)
- [Élargissement de l'appui \(...\)](#)
- [Le PAC](#)
- [Agressions et insultes contre](#)
- [L'éloge de la trahison](#)
- [Évolution du MST et émergence](#)
- [La politique étrangère](#)

São Paulo,

Lula a commencé son second mandat présidentiel avec une grande force politique : il n'avait pas à affronter une opposition de droite active et il pouvait compter sur l'aide ou du moins sur la neutralité de la majorité de la gauche. Seule une partie minoritaire de la gauche continuait à manifester son opposition.

Cinq mois plus tard la situation a déjà changé : on observe une tendance à la croissance de l'opposition de gauche et les mouvements sociaux ont réalisé des mobilisations unitaires contre la politique économique et les nouvelles réformes néolibérales annoncées par le gouvernement. Cependant Lula conserve un appui majoritaire et maintient une grande capacité d'initiative.

La force de Lula au début du second mandat

Emballé par la victoire électorale de 2006 — au second tour de l'élection présidentielle Lula l'a emporté avec 60,83 % des suffrages — le second gouvernement Lula a commencé en position de force. Il est vrai que sa supériorité électorale tient, pour une large part, au poids des programmes assistentialistes, comme le programme Bolsa Família (Bourse familiale, qui atteint, selon la presse, environ un quart de la population brésilienne !) et que dans les régions où le poids de ces programmes est faible, comme au centre et au sud du pays, Lula a été battu au second tour par son adversaire. D'une certaine manière le pays est donc sorti divisé électoralement de ces élections. Mais cela ne fait que relativiser la signification de la victoire indéniable remportée par Lula.

Le second tour de la présidentielle a donc renforcé Lula. Une grande partie de la gauche brésilienne, qui avait été tellement frustrée lors de son premier mandat ou qui s'était opposée à lui au premier tour (c'est le cas des secteurs qui se sont réunis au sein du « Front de gauche » qui a lancé la candidature de notre camarade Heloísa Helena et des secteurs qui ont soutenu Cristovam Buarque, du PDT — Parti démocratique travailliste) ou encore qui fut indifférente et ne s'est pas mobilisée (cas du Mouvement sans terre et de quelques secteurs du militantisme chrétien), s'est mobilisée en faveur de Lula pour le second tour. Des partis de gauche disposant d'une représentation

parlementaire seul le PSOL (Parti socialisme et liberté) n'a pas appelé à voter en faveur de Lula au second tour de la présidentielle (mais il n'a pas non plus fait de campagne pour le vote nul).

En ce qui concerne les secteurs critiques de gauche, le soutien à Lula représentait pour l'essentiel celui d'un « moindre mal ». Néanmoins, comme la polarisation entre Lula et le candidat du bloc PSDB-PFL (Parti de la social-démocratie brésilienne et Parti du front libéral) était inévitable, l'idée que la victoire de Lula était une victoire — relative — des travailleurs et qu'en conséquence son second mandat pourrait être moins conservateur que le premier, a gagné du terrain.

Ainsi, même sans nourrir des espoirs excessifs sur des changements sociaux significatifs, la majorité de l'électorat de gauche avait adopté une attitude plus favorable au gouvernement que dans les mois qui avaient précédé les élections. Même la modestie de ces espoirs pourrait jouer en sa faveur, réduisant les griefs qui seront fait au gouvernement. En outre, Lula maintenait un large contrôle sur les principales organisations populaires, en particulier sur la direction de la Centrale unique des travailleurs (CUT), sur d'autres centrales syndicales et sur une large majorité des syndicats.

Il faut également prendre en compte d'autres faits : les partis qui forment l'ossature de l'opposition parlementaire, le PSDB et le PFL (qui a récemment changé de nom pour adopté celui de « Démocrates » et le sigle DEM) n'ont pas de divergences fondamentales avec la politique du gouvernement Lula ; en réalité leur opposition est très peu ferme. Quant à l'opposition de gauche, elle a été réduite au PSOL et à des secteurs extraparlimentaires ; dans l'ensemble très minoritaires.

Le second gouvernement Lula a encore commencé à bénéficier d'un quatrième facteur : une situation économique internationale très favorable, qui avait déjà permis au cours des années précédentes de réaliser une croissance meilleure que celle du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, même si elle est très inférieure à la moyenne de l'Amérique latine et à la croissance moyenne de l'économie mondiale.

Ainsi Lula a bénéficié d'un vote solide, a récupéré une bonne partie du soutien populaire qu'il avait perdu au cours du premier mandat, ne devait pas affronter une opposition sérieuse sur sa droite et pouvait compter sur une conjoncture économique mondiale favorable. Il commençait donc son second mandat en position de force.

Élargissement de l'appui parlementaire

Cette force a d'ailleurs été démontrée par sa capacité d'élargir significativement sa base de soutien politico-parlementaire. Il a formellement conquis le soutien du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien, de centre-droit, qui a le plus grand nombre de députés et de sénateurs) et a été capable de monter une base parlementaire qui comprend presque tous les partis représentés dans le Congrès. Il peut ainsi compter sur le soutien de plus de deux tiers des congressistes.

A gauche — en utilisant ce terme dans le sens le plus ample et peu rigoureux — la base de soutien gouvernemental inclut, outre le Parti des travailleurs (PT), le PCdoB (Parti communiste du Brésil, d'origine maoïste), le PSB (Parti socialiste brésilien) et le PDT. Les deux premiers — PCdoB et PSB — soutenaient déjà le gouvernement Lula au cours du premier mandat. Quand au PTB, s'il l'avait soutenu au début du premier mandat, il a passé depuis dans l'opposition. Il retourne maintenant au gouvernement.

A droite ses soutiens sont bien plus nombreux : Lula a préservé l'adhésion du PP de Paulo Maluf (Parti progressiste, considéré en général comme le plus à droite des partis brésiliens significatifs), du PTB (Parti travailliste brésilien) du PL (Parti libéral, qui a changé de nom pour s'appeler

maintenant Parti républicain). Lula a même réussi à grignoter le bloc PSDB-PFL, cooptant au sein du bloc gouvernemental plusieurs députés élus sous cette étiquette.

Il est cependant possible qu'en fin de comptes cet élargissement de la base politico-parlementaire du gouvernement s'avérera être plus un élément de fragilisation qu'un renforcement. On ne peut pas nier que cette base est encore plus conservatrice que celle du premier mandat et qu'elle a été construite avec des méthodes que la politique brésilienne appelle « physiologiques » par opposition aux méthodes « idéologiques » ou « programmatiques » : les hommes politiques ainsi nommés sont ceux dont l'orientation politique ne dépend que de leurs intérêts matériels directs et immédiats, autrement dit des « pots de vin », des postes institutionnels, etc. D'ailleurs, pour viabiliser davantage cette base — et contrairement aux promesses faites au cours de la campagne — Lula a déjà élargi le nombre de ministères et d'autres sont encore attendus. Récemment, par exemple, a été annoncée la création d'un curieux « Secrétariat spécial d'actions à long terme », avec le statut de Ministère...

Naturellement le montage d'une telle base parlementaire a déplu à la gauche. En outre il était prévisible que de tels soutiens obtenus avec de telles méthodes ne cesseraient pas de provoquer des scandales de corruption comme ceux qui ont marqué le premier mandat. C'est ce qui a déjà commencé au mois de mai, avec le déclenchement par la Police Fédérale de « l'Opération Navalha » dans le but avoué de mettre à jour la corruption dans le Ministère des mines et de l'énergie qui a déjà provoqué la chute d'un ministre du second mandat (Silas Rondeau du PMDB, obligé de démissionner). De nombreux hommes politiques soutenant le gouvernement Lula sont impliqués, venant surtout du PMDB mais aussi des gouverneurs du PT. Une des principales figures du PMDB, qui de plus a été celui qui s'est le plus engagé en vue de l'adhésion du PMDB au bloc gouvernemental, le président du Sénat Renan Calheiros, est directement menacé...

Le PAC

Mais le fait le plus marquant de ces premiers mois du second mandat de Lula a été une perte significatif des soutiens venant de la gauche. Le montage d'une base parlementaire très conservatrice y a joué un rôle. De plus il s'est rapidement avéré qu'il ne fallait pas espérer un changement d'orientation du gouvernement. Mais le plus grave a été le fait, que dès le début de second gouvernement Lula a multiplié des véritables agressions contre les travailleurs, contre les secteurs populaires et contre tous ceux qui ont des positions de gauche.

Avant de détailler ces agressions il convient de mentionner la principale initiative du nouveau gouvernement : le lancement du PAC — Programme d'accélération de la croissance — le 22 janvier dernier. Pourquoi parler seulement de « l'accélération de la croissance » et non du « développement » ? Probablement cela ne tient pas au fait que les auteurs avaient conscience des insuffisances de ce programme pour qu'on puisse en parler comme d'une politique de développement — les noms pompeux accolés à des réalités peu significatives n'ont jamais manqué au gouvernement Lula. La raison la plus probable doit être la volonté de réduire le risque que ce programme ne soit taxé par « les marchés » comme « développementiste », c'est à dire peu orthodoxe dans le domaine de la politique économique. Mais même sans un tel nom, ces « marchés » ont vu dans ce programme un revirement « développementiste » — du moins telle furent dans leur essence les critiques des secteurs les plus à droite.

Pour l'essentiel le PAC est une tentative de répondre aux critiques les plus incontestables qui furent adressées au premier mandat de Lula : bien que l'économie ait connu une croissance plus forte qu'au cours des mandats de F.H. Cardoso, si l'on tient compte de la conjoncture économique

internationale actuelle, qui est plus favorable, il est nécessaire de conclure que les résultats économiques ont été pires sous Lula que lors du gouvernement précédent. La comparaison avec les performances des pays comme l'Argentine ou le Venezuela renforce cette conclusion.

Le PAC consiste, en premier lieu, en une augmentation planifiée des dépenses de l'État, par des investissements dans l'infrastructure, pour lesquels la possibilité d'une réduction de l'excédent fiscal primaire est admise. Cela signifierait une réduction des ressources réservées au paiement des intérêts de la dette publique, ces investissements considérés comme essentiels pouvant être déduits de l'excédent primaire. En second lieu le PAC inclut un ensemble d'incitations fiscales pour les investissements du secteur privé, supposés conduire à un accroissement de ces investissements.

Alors que les secteurs bourgeois sont invités « à contribuer » en étant récompensés par les incitations, le traitement que le PAC réserve aux travailleurs est à l'opposé. Un de ses paragraphes prévoit de plafonner la hausse de la masse salariale dans le secteur public à 1,5 % au dessus de l'inflation — une augmentation qui, sans même tenir compte des nouveaux contrats, sera épuisée par le seul règlement des déroulements de carrières. Autrement dit, cela ne permet pas des nouvelles embauches ni le maintien des salaires réels. Une telle mesure rend pratiquement caduque le dit « PAC de l'éducation » lancé depuis, un programme qui était supposé permettre l'expansion de l'enseignement public. Ou alors, comment étendre l'enseignement public sans réaliser les contrats des enseignants sans même parler de l'urgente nécessité du rattrapage de leurs salaires ?

Cette politique hostile aux salariés était néanmoins nécessaire dans le cadre de la logique gouvernementale de ne pas affronter « les marchés ». Elle représente un effort pour bien montrer que l'austérité fiscale est toujours une préoccupation du gouvernement et qu'il n'est pas question de l'abandonner tout en augmentant les dépenses pour les investissements et en envisageant la réduction de l'excédent fiscal primaire.

Le résultat du PAC n'est donc nullement garanti. Presque tous les économistes, même les plus conservateurs, considèrent qu'une « accélération de la croissance » dépend pour l'essentiel d'un changement de la politique monétaire qui est excessivement conservatrice. Une décision que Lula ne veut pas prendre, comme l'indique le maintien à son poste de président de la Banque centrale de l'ex-banquier Henrique Meirelles, ancien député élu sous l'étiquette du PSDB.

Le PAC peut donc être considéré comme une agression contre les travailleurs et contre la gauche et cela malgré le fait qu'il a été accueilli avec beaucoup de bonne volonté par un secteur critique du premier mandat de Lula, celui des économistes keynésiens « développementistes », qui y ont vu surtout la volonté du rétablissement du rôle structurant de l'État et des dépenses publiques.

Néanmoins, ce fut jusqu'à présent l'agression la moins grave.

Agressions et insultes contre les travailleurs et la gauche

Bien plus importante a été la grande clarté de Lula sur le fait qu'il avait l'intention de poursuivre le calendrier des réformes néolibérale ainsi que l'annonce qu'il ne voulait nullement réaliser les réformes revendiquées par la gauche, en premier lieu la réforme agraire.

Les « réformes » de la législation du travail et une nouvelle réforme des retraites ont été, entre autres, annoncées. Concernant cette dernière une petite histoire indique clairement quelle sera son but et illustre en même temps le type de relations qui ont été établies entre le gouvernement et la direction de la principale confédération syndicale, la CUT.

Il avait été initialement prévu que le Ministère des retraites serait occupé par le président du PDT, Carlos Luzzi. Cependant Lula a finalement préféré lui confier le Ministère du travail et mettre à la tête de celui des retraites l'ex-président de la CUT (encore très lié à la direction de cette centrale), Luís Marinho. L'explication fournie — publiquement ! — pour justifier ce changement est remarquable : Luzzi et le PDT avaient été opposés à la précédente réforme des retraites réalisée lors du premier mandat de Lula, ils risquaient donc d'avoir du mal à accepter un nouveau tour de réductions des droits des travailleurs, alors que Luís Marinho, dirigeant de la CUT, avait déjà dit qu'il était prêt à accomplir ce que Lula lui demanderait même si cela pouvait lui nuire pour ses projets de devenir maire (prefeito) de São Bernardo do Campo. Entre la fidélité envers sa classe et même ses intérêts propres d'un côté, et sa fidélité au chef de l'autre, personne ne doute que Marinho choisira la seconde !

Par ailleurs le gouvernement a dit très clairement qu'il ne fera pas une réforme agraire, comme le demande le Mouvement des sans terre (MST). ce mouvement, comme toutes les entités qui luttent pour la réforme agraire, considère que la non réalisation de celle-ci a été un des points les plus négatifs du premier mandat. Pour sa part, le gouvernement considère qu'il a déjà réalisé la réforme agraire et que, telle qu'elle a été réalisée, elle est magnifique. Autrement dit, il ne fera pas de véritable réforme agraire. Comme l'a dit la dirigeante du MST, Marina dos Santos : « *Nous avons remarqué (...) une option claire de ce gouvernement en faveur des projets des grandes entreprises, des transnationales et de l'agrobusiness au détriment de la réforme agraire et du renforcement de l'agriculture campagnarde familiale dans ce pays* » [1]

L'annonce d'une « réglementation » du droit de grève des fonctionnaires publics, qui vise à empêcher les grèves dans ce secteur, constitue une agression encore plus explicite à l'encontre des travailleurs. Entre autres le projet prévoit qu'une grève des fonctionnaires publics ne pourrait être réalisée qu'à la condition d'être approuvée dans une assemblée de plus de deux-tiers des salariés de la catégorie, ce qui est une chose en général impossible. En outre, même pendant la grève, il faudrait maintenir 60 % des activités et le gouvernement pourrait engager des travailleurs temporaires pour les substituer aux grévistes. A cet égard les déclarations faites par Lula ne peuvent être considérées que comme des provocations. Par exemple il a dit que « *seul un gouvernement d'ex-syndicalistes peut proposer des restrictions du droit de grève* » et que, telles qu'elles étaient réalisées, les grèves des fonctionnaires publics n'étaient en réalité que « *des vacances rémunérées* ».

Bien sûr ce projet n'est pas encore finalisé et encore moins approuvé. Mais le seul fait de l'annoncer, présenté avec la rhétorique antigreve de Lula, constitue une agression très grave.

L'éloge de la trahison

Mais Lula a été encore plus loin contre les travailleurs et la gauche. On peut même dire qu'il a lancé un « paquet » qui s'ajoute à la non-réalisation de la réforme agraire et à la priorité accordée aux intérêts agrobusiness. On pourrait le résumer ainsi : « *Bush est un ami, les employeurs de la canne à sucre sont des héros, vive l'éthanol, l'écologie veut troubler le Brésil qui doit être une immense cannaie* ».

Le gouvernement Lula radicalise ainsi son option agro-exportatrice. Le point de départ de ce « paquet » se trouve dans le soutien à l'option Bush, qui vise à diffuser l'éthanol en tant que combustible aux États-Unis et permet ainsi d'élargir la production de la canne au Brésil dans le cadre d'une étroite collaboration avec le gouvernement étatsunien.

Tous les signes indiquent qu'on assiste à l'établissement d'une alliance privilégiée de Lula avec le

gouvernement Bush. Le 9 mars Bush a été reçu en grande pompe au Brésil (alors qu'en même temps Chávez et Kirchner, en Argentine, protestaient contre sa visite en Amérique latine). Vingt jours plus tard, à la fin mars, c'est Lula qui fut reçu au Camp David, dans la résidence d'été du président américain, en tant que grand ami de Bush. Outre le sens politique général évident, c'est l'élargissement de la culture de la canne au Brésil en vue de produire plus d'éthanol qui constitue le sujet central de ces visites.

Le gouvernement Lula parie ainsi sur l'expansion des monocultures industrielles — canne, mais aussi maïs, soja et eucalyptus — qui transforment la campagne brésilienne en un immense « désert vert ». La culture de la canne menace la survie du Pantanal [2] alors que les marchands du bois, les éleveurs du bétail et les producteurs de soja s'attaquent, de plusieurs côtés, à l'Amazonie. Faire de l'éthanol le moteur des exportations brésiennes suppose plus de déboisement, plus de pollutions des sources — de plus en plus insuffisantes — de l'eau, des incendies des forêts, la dégradation des conditions du travail déjà très mauvaises et l'expulsion des populations de la campagne vers les villes pour accroître encore les légions de chômeurs.

Lula semble disposé à mettre en pratique la phrase ironique prêtée au colonisateur portugais par une des plus belles chansons brésiennes, « Fado Tropical » « (Destin tropical) de Chico Buarque et Rui Guerra : » *Ai, esta terra ainda vai cumprir seu ideal ; ainda vai tornar-se um imenso carnaval !* « [3] Ce qui est caractéristique, c'est que cette chanson est inspirée d'une pièce de théâtre, portant le titre » Calabar ou l'éloge de la trahison " [4].

A cet égard il a multiplié des déclarations de très mauvais goût. Il a dit que les réglementations environnementales sont « *un frein à la croissance économique* » et aussi que « *les industriels, qui jusqu'aux dernières années étaient traités comme des bandits de l'agrobusiness dans ce pays, sont devenus des héros nationaux et mondiaux parce que tout le monde veut de l'alcool* » [5]. Pour comprendre l'énormité de l'insulte que cette dernière phrase représente pour toute la lutte des travailleurs et du peuple brésiliens pour des meilleures conditions de vie et pour l'émancipation de l'humanité, il faut savoir qu'il est public et notoire que les employeurs de la canne à sucre — les « usineiros » — sont probablement la catégorie patronale qui use le plus de la super-exploitation de la force du travail et qui impose des conditions de travail les plus inhumaines. C'est à juste titre donc qu'ils étaient — et continuent à être — considérés par la gauche et par toute la pensée progressiste brésilienne comme des bandits.

Après ce discours de Lula, une recherche de Maria Aparecida de Moraes Silva, professeur à l'UNESP (Universidade Estadual Paulista) a dévoilé que la durée de vie utile des travailleurs de la canne à sucre (nommés « bóias-frias » : balises froides) est inférieure à celle qu'avaient les esclaves au Brésil [6]. Comme l'explique la chercheuse, les coupeurs doivent récolter jusqu'à 15 tonnes de canne par jour pour respecter les normes de productivité et un tel effort physique raccourcit le cycle de travail actif. Au cours des années 1980 et 1990 la durée de leur aptitude au travail était estimée à 15 ans. Actuellement, selon la chercheuse, elle serait de 12 ans. Or, dans le même domaine, Folha de São Paulo cite les études de l'historien Jacob Gorender qui estime que « *le cycle de vie utile des esclaves dans l'agriculture était de 10 à 12 ans en 1850, avant l'interdiction du trafic d'esclaves d'Afrique. Après cette date les propriétaires ont commencé à mieux soigner leurs esclaves [car il devenait plus difficile et plus coûteux d'en acquérir...] et la durée de vie utile a augmenté jusqu'à 15 à 20 ans* ».

Du fait de ces conditions de travail depuis le milieu de l'année 2004 on a déjà compté au moins 19 décès par épuisement des travailleurs des cannaies de l'État de São Paulo, l'État le plus riche et prétendument le plus moderne de la Fédération.

L'emphase sur la culture de la canne à sucre représente donc autant un crime environnemental

qu'une valorisation de la dégradation des conditions du travail. ce n'est pas le seul crime environnemental, car le gouvernement a aussi autorisé la culture des OGM, initié un détournement pharaonique du fleuve Rio São Francisco et approuvé une Loi de concession et d'exploitation des forêts publiques que l'organisme fédéral chargé de la surveillance n'a aucune capacité de surveiller, ce qui annonce la prédation, la destruction et l'appropriation privée de la biodiversité. Entre 2000 et 2005 le Brésil a déjà perdu plus de 130 000 km² de forêts, soit une aire équivalente au Portugal et aux Pays-Bas mis ensemble. Le Brésil est ainsi aujourd'hui, du fait du déboisement et des incendies de forêt en Amazonie, le quatrième plus grand émetteur de gaz carbonique de la planète.

Évolution du MST et émergence d'une nouvelle situation des mouvements sociaux

Qu'un nouveau cadre de mouvements sociaux soit en gestation ne constitue pas une surprise. La grande nouveauté, c'est la définition d'un calendrier commun entre les secteurs qui ont déjà rompu avec le gouvernement Lula (liés au PSOL, au PSTU [7] ou sans liens partisans), les secteurs qui n'ont pas encore rompu avec le gouvernement mais qui ont adopté une attitude plus critique (tel le MST et des secteurs de la gauche chrétienne, en particulier les pastorales sociales) et même des secteurs qui appuient encore le gouvernement et y participent (comme des secteurs liés au PCdoB et des minorités de la CUT, outre les organisations comme la Marche mondiale des femmes).

Probablement le principal élément permettant d'expliquer ce changement c'est la modification de la position du MST, qui a décidé « *d'élever le ton* » de ses critiques envers le gouvernement Lula et d'initier une nouvelle politique d'alliances (en s'ouvrant aux secteurs liés au PSOL et au PSTU). Déjà en novembre 2006, soit avant que ne commence le second mandat de Lula, le Plénum national de l'Assemblée populaire [8] a approuvé un calendrier de luttes et s'est prononcé en faveur de la recherche de l'unité avec d'autres secteurs. Mais c'est au mois de mars, lorsque fut divulgué par Lula le paquet « Bush-éthanol-usineiros, héros », que la décision d'élever le ton des critiques envers Lula est clairement apparue.

Une première mobilisation unitaire a eu lieu le 8 mars. La traditionnelle commémoration de la journée de la Femme a été combinée avec les protestations contre la visite de Bush au Brésil. Pour la première fois depuis plusieurs années, des secteurs d'opposition de gauche au gouvernement et des secteurs gouvernementalistes y ont participé ensemble.

La Rencontre nationale contre les réformes néolibérales, le 25 mars, a constitué le deuxième moment important. Environ six mille travailleurs se sont alors réunis à São Paulo. La rencontre avait été organisée essentiellement par l'Intersindical et par Conlutas, deux regroupements de syndicalistes qui s'opposent au gouvernement et sont liés principalement au PSOL, au PSTU ou sans liens partisans. Mais on notait aussi la présence de représentants des Pastorales sociales de l'Église catholique et, parmi les invités, du MST et du CSC (Courant syndical classiste, lié au PCdoB).

Cette rencontre ne pouvait qu'avoir un caractère à la fois syndical et politique. Un Forum des luttes contre les réformes néolibérales y a été formé et, ce qui est le plus important, ce nouveau Forum a clairement indiqué qu'il recherchait à organiser des activités en commun avec la Coordination des mouvements sociaux, un regroupement formé au cours du premier mandat de Lula dont la ligne avait été jusque là de soutenir le gouvernement tout en exerçant une pression sur lui pour « *l'aider à avancer* ». Cette coordination regroupe, notamment, la CUT, le MST, l'UNE (Union nationale des étudiants) et la Marche mondiale des femmes.

Sur cette base, dans divers États, des 1^{er} Mai classistes ont été organisés, qui rompaient avec les

show apolitiques que sont devenus les commémoration du 1^{er} Mai organisées par la CUT et par Força Sindical, les deux principales centrales syndicales.

Mais la plus importante fut la convocation pour le 23 mai d'une Journée commune de luttes. Signée par les organisations aussi différentes que Conlutas, l'Intersindical, la CUT, le MST, la Via Campesina, l'UNE, la Coordination des mouvements sociaux, l'Assemblée populaire, l'Union brésilienne des lycéens, la Marche mondiale des femmes, les Pastorales sociales et la Confédération nationale des associations de locataires, l'appel était très radical. Jugeons en :

« Le mouvement syndical, populaire et étudiant convoque les travailleurs et le peuple à combattre contre la réforme des retraites, contre toute réforme qui réduit les droits — non à l'amendement n° 3 [9], pour l'emploi, pour des salaires dignes, pour la réforme agraire et la réforme de l'habitat, contre la politique économique et le remboursement de la dette extérieure/intérieure, en défense du droit de grève et contre la criminalisation des mouvements sociaux. » Nous, militantes et militants du mouvements populaire, appelons toute la société à rejoindre la grande journée de luttes le 23 mai 2007 contre cette politique économique et contre l'excédent primaire, pour le non paiement de la dette extérieure/intérieure et pour un audit de ces dettes, ainsi que contre toute réforme préjudiciable pour les travailleurs et pour la souveraineté du pays.

« Nous allons manifester contre la politique économique du gouvernement fédéral qui enrichit les banquiers et les grands entrepreneurs, étrangle toutes les possibilités d'investissement dans des politiques sociales, maintient la concentration perverse des revenus. » Nous allons manifester contre le retrait des droits aux travailleurs et contre la réforme des retraites actuelle car il est inadmissible de réduire les conquêtes historiques.

« Nous lutterons pour libérer le Brésil de la domination impérialiste, qui impose l'agrobusiness, détruit la nature et compromet les capacités de production des aliments pour le peuple. » Nous nous unissons à tous les peuples latino-américains en défense de l'indépendance et de la souveraineté de nos pays. Nous manifestons pour le retrait des troupes d'Haïti et contre l'invasion de l'Irak par les États-Unis.

« Nous sommes dans les rues pour plus de droits pour le peuple. »

Une liste de revendications, de la même teneur, suit. Cette plate-forme peut être qualifiée comme étant « d'opposition de classe » aux politiques du gouvernement Lula. Il est d'autant plus surprenant que parmi les signataires on trouve des organisations qui soutiennent le gouvernement et en particulier la CUT.

Il y a plusieurs explication à cela, et à différents niveaux.

Premièrement, les agressions perpétrés par Lula contre les travailleurs et la gauche obligent même les secteurs les plus gouvernementalistes à s'opposer au moins à quelques mesures du gouvernement. Des secteurs clairement gouvernementalistes semblent avoir pris part à cette mobilisations en s'exerçant à une schizophrénie particulière : en étant en même temps dans le gouvernement et dans l'opposition.

Deuxièmement, cela révèle une fois de plus le rôle central joué par le MST dans la gauche brésilienne. Il s'agit d'un rôle conquis par sa capacité de mobilisation et sa combativité, renforcé encore par le fait que ce fut le secteurs qui avait le plus mobilisé contre le gouvernement de F.H. Cardoso et qui a aussi été capable de mobiliser et de préserver une attitude critique envers le gouvernement du premier mandat de Lula (malgré quelques ambiguïtés, qui lui ont permis de ne pas rompre avec le gouvernement). Une bonne part de la gauche gouvernementaliste tente donc de ne

pas se couper du MST, car la proximité avec ce dernier lui sert en quelque sorte de certificat permettant de se prétendre encore comme faisant partie de la gauche. D'autre part, même si le MST n'a pas encore clairement explicité sa rupture avec le gouvernement Lula, sa décision « d'élever le ton » de ses critiques lui a permis de s'unir également avec le PSOL et le PSTU.

Troisièmement, la position adoptée par le PCdoB permet d'expliquer cette large unité réalisée. Ce parti ne témoigne aucune intention de rompre avec le gouvernement, mais il semble décidé d'explorer jusqu'à la limite les possibilités de se différencier à l'intérieur du gouvernement. Outre la difficulté pour un parti qui se proclame encore communiste (et dont le portail internet s'appelle « Vermelho », c'est-à-dire « Rouge » !) d'accepter les agressions de Lula contre les travailleurs et contre la gauche, il semble aussi avoir du mal à poursuivre son activité au sein de la CUT. De fait la direction de cette centrale syndicale a été prise par le secteur le plus gouvernementaliste — Articulação Sindical (Articulation syndicale, le courant qui au sein de la CUT correspond à la tendance luliste du Parti des travailleurs) — qui a centralisé le fonctionnement d'une manière qui ne laisse pratiquement aucun espace au CSC, le courant dirigé par le PCdoB. Ainsi ce dernier menace lui aussi de sortir de la CUT et pour se faire est à la recherche d'alliances, même si ses positions sont bien moins audacieuses que celles du MST.

Finalement, un autre élément important pour expliquer ce mouvement, c'est l'immense malaise des secteurs d'Articulação Sindical les moins intégrés au gouvernement, en particulier ceux dont la base se situe dans la fonction publique, qui a déjà subi les attaques gouvernementales lors du premier mandat de Lula et qui sera encore au centre des attaques annoncées. Ce sont ces secteurs-là qui ont participé au nom de la CUT aux réunions de préparation et qui ont approuvé en son nom l'appel.

Notons néanmoins que la direction de la CUT elle-même a des difficultés pour défendre le gouvernement. Au cours d'une réunion avec le ministre Luís Dulci, le 25 mai 2007, le président de la CUT lui-même a déclaré que le gouvernement privilégiait l'agenda de la droite, alors que le secteur le moins gouvernementaliste dit à propos de l'ex-président de la CUT que c'est « *une carpette étalée à Brasília, qui paraît-il sert à ouvrir les portes de l'enfer* » [\[10\]](#)

La journée des luttes du 23 mai a été largement suivie et, selon le bilan des organisateurs, très combative, mais elle n'a pas été réellement unitaire. La direction de la CUT a organisé ses propres manifestations, réduisant les revendications à la lutte « contre l'amendement n° 3 » — un thème soutenu par l'ensemble du mouvement mais qui n'entre pas en conflit direct avec le gouvernement (qui n'est pas à l'origine de cet amendement).

On observe ainsi le début d'un processus de transformations qui redessine le cadre du mouvement social brésilien, même si la situation générale de la classe ouvrière reste défensive. Il ne s'agit pas seulement des efforts visant à réaliser une mobilisation unitaire. Dans de nombreux États on a observé des mobilisations, des arrêts de travail et des grèves de différentes catégories, dont la police fédérale, les contrôleurs aériens, les fonctionnaires de l'IBAMA, ceux d'INCRA etc.

La politique étrangère

Un autre front qui rend difficiles les rapports du second gouvernement Lula avec la gauche, c'est celui des relations internationales. Nous n'allons pas l'analyser ici en détail, notons seulement que la réception pompeuse de Bush par Lula contrastait clairement avec l'attitude adoptée par Kirchner et par Chávez qui manifestaient à Buenos Aires contre cette visite, que l'option éthanol a été critiquée durement par Fidel Castro et par Chávez et que les relations du gouvernement brésilien avec la Bolivie sont particulièrement tendues.

Mais malgré tout le gouvernement brésilien parvient à manœuvrer dans ce secteur et a réussi jusqu'à présent à éviter une rupture avec les gouvernements les plus progressistes du continent. Il n'en reste pas moins, que le contraste entre le gouvernement Lula et les gouvernements les plus progressistes apparaît de plus en plus clairement.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 528/529 de juin-juillet 2007.

* João Machado, membre du Comité international de la IV^e Internationale, est un des fondateurs du Parti socialisme et liberté (PSOL) au sein duquel il anime le courant Enlace. Cet article a été écrit pour la revue espagnole Viento Sur. Traduit du portugais par JM.

Notes

[1] *Brasil de Fato*, quotidien, du 19 avril 2007.

[2] S'étendant sur plus de 200 000 km² dans le bassin du Rio Paraguay, principalement dans les États brésiliens de Mato Grosso et de Mato Grosso do Sul, le Pantanal est la plus grande zone humide de la planète, une énorme plaine, avec des cours d'eau coulant doucement durant la saison humide en de nombreux méandres, et submergeant plus de 80 % du territoire. On pense qu'il constitue l'écosystème le plus dense de la planète tant au point de vue végétal qu'animal. Son importance est souvent éclipsée par la popularité de la forêt amazonienne auprès des défenseurs de la nature, mais il constitue une part tout aussi vitale et intéressante de la biosphère. Il possède la plus riche collection au monde de plantes aquatiques.

[3] Ce qui signifie : cette terre va encore accomplir son idéal, ainsi elle se transformera en une immense cannaie.

[4] Domingos Ferandez Calabar (?-1635), commerçant et contrebandier de Pernambuco, a soutenu l'invasion par la Compagnie hollandaise des Indes occidentales (Geoctroyerd Westindische Companie) du Nordeste du Brésil en 1632, après avoir combattu les Hollandais ; l'historiographie brésilienne le considère comme un traître.

[5] Discours de Lula le 20 mars 2007.

[6] *Folha de São Paulo* du 29 avril 2007.

[7] Le PSTU est une petite organisation révolutionnaire liée à l'un des courants morenistes internationaux. Il a été constitué par des militants ayant décidé de quitter le Parti des travailleurs en 1992. Politiquement marginale, cette organisation dispose d'une présence militante au sein des mouvements sociaux.

[8] *Plenária Nacional da Assembléia Popular*, un mouvement pluraliste impulsé surtout par le MST et les secteurs de la gauche chrétienne.

[9] Il s'agit d'un amendement visant à réduire les possibilités du contrôle du respect de la loi du travail, une initiative des secteurs parlementaires du PSDB et de DEM.

[10] *Agência Carta Maior*, 28 mai 2007.